Effets du nouveau Règlement sur l'inscription

EFFETS DU NOUVEAU RÈGLEMENT SUR LES AUTEURS D'UNE DEMANDE ET LES MEMBRES DE CATÉGORIES GÉNÉRALE ET TEMPORAIRE

Changement apporté au règlement	Effets sur les membres de catégorie générale	Effets sur les auteurs d'une demande et les membres temporaires	Protection du public
<p>UTILISATION DU TITRE Dt.P.</p> <p>Le nouveau règlement exige que tous les membres utilisent le titre de diététiste professionnelle ou de diététiste professionnel (Dt.P.) dans l'exercice de leur profession.</p>	<p>Tous les membres de l'Ordre des diététistes de l'Ontario (l'Ordre) doivent s'assurer qu'ils sont clairement identifiés à ce titre dans l'exercice de la diététique, en utilisant le titre « diététiste professionnel » ou « diététiste professionnelle », ou la désignation « Dt.P. », ou « Registered Dietitian », ou la désignation « RD » en anglais.</p>	<p>Tous les membres de l'Ordre doivent s'assurer qu'ils sont clairement identifiés à ce titre dans l'exercice de la diététique, en utilisant le titre « diététiste professionnel » ou « diététiste professionnelle », ou la désignation Dt.P., ou « Registered Dietitian », ou la désignation « RD » en anglais.</p>	<p>Le Règlement fait en sorte que le public est informé qu'il obtient des services d'une ou d'un diététiste et qu'à ce titre, cette personne est membre d'une profession de la santé réglementée. Cela protège le droit du public à obtenir des services de l'Ordre.</p>
<p>PROLONGATION D'UN CERTIFICAT TEMPORAIRE</p> <p>Il est possible de prolonger le certificat d'inscription temporaire d'un membre ayant échoué à l'Examen, à sa première tentative, à condition qu'il soit supervisé par une Dt.P. d'une façon jugée acceptable par l'Ordre.</p>	<p>On peut demander à des diététistes professionnelles et à diététistes professionnels de superviser un membre temporaire ayant échoué à l'Examen, à sa première tentative.</p>	<p>Un membre possédant un certificat d'inscription temporaire et qui a échoué à l'Examen, à sa première tentative, peut continuer à exercer la profession à condition d'être supervisé.</p> <p>L'exercice de la profession en étant supervisé n'est pas un droit et à cette fin, un employeur doit accepter de le faire et prendre des mesures de supervision. L'exercice supervisé de la profession permet souvent au membre d'accroître ses compétences et sa confiance en soi, ce qui l'aide à réussir à l'Examen, la deuxième fois.</p>	<p>La protection du public est maintenue en garantissant la supervision efficace d'un membre temporaire qui a échoué à l'Examen, à sa première tentative.</p> <p>Permettre l'exercice supervisé de la profession évite de perturber les services aux clients et aux employeurs.</p>
<p>INTÉGRITÉ ET BONNE CONDUITE</p> <p>Le nouveau règlement clarifie quels renseignements serviront à évaluer l'aptitude de l'auteur d'une demande ou d'un membre à l'exercice de la diététique.</p>	<p>D'autres questions seront ajoutées au formulaire de renouvellement annuel pour que les membres divulguent des renseignements sur des déclarations de culpabilité concernant des infractions ou des accusations connexes, ou tout autre renseignement sur des affections physiques ou psychologiques ayant un effet possible sur l'exercice sécuritaire de la profession.</p> <p>Les nouvelles dispositions protègent les membres de toute intrusion injustifiée dans leur vie privée en exigeant une transparence totale à ce chapitre dans les domaines où l'Ordre peut faire enquête.</p>	<p>D'autres questions seront ajoutées au formulaire de renouvellement annuel pour que les membres divulguent des renseignements sur des déclarations de culpabilité concernant des infractions ou des accusations connexes, ou tout autre renseignement sur des affections physiques ou psychologiques ayant un effet possible sur l'exercice sécuritaire de la profession.</p> <p>Les nouvelles dispositions protègent les membres de toute intrusion injustifiée dans leur vie privée en exigeant une transparence totale à ce chapitre dans les domaines où l'Ordre peut faire enquête.</p>	<p>Le Règlement permet à l'Ordre de recueillir des renseignements concernant l'évaluation de la conduite antérieure et pour savoir s'ils remettent en question l'aptitude du membre ou de l'auteur de la demande à exercer la diététique, de façon à protéger la clientèle d'une conduite irrégulière et contraire à l'éthique.</p>

EFFETS DES CHANGEMENTS SUR LES MEMBRES DE CATÉGORIE GÉNÉRALE

Changement apporté au règlement	Effets sur les membres de catégorie générale	Protection du public
<p>HEURES D'EXERCICE DE LA PROFESSION</p> <p>Le nouveau règlement exige que les activités de maintien des compétences des membres ayant consacré moins de 500 heures à l'exercice de la profession au cours des trois années précédentes fassent l'objet d'un examen par le Comité d'assurance de la qualité.</p>	<p>Chaque année, sur leur formulaire de renouvellement, les membres doivent indiquer le nombre d'heures d'exercice de la profession. Si ce nombre est inférieur à 500 au cours des trois années précédentes, ils doivent fournir des renseignements sur leur exercice de la diététique et leurs activités d'apprentissage. Ces renseignements permettront au Comité d'assurance de la qualité d'évaluer les moyens utilisés pour maintenir leurs compétences à jour afin d'exercer la profession.</p>	<p>Le Règlement permet de veiller au maintien de la compétence des membres qui maintiennent leur adhésion, mais qui n'exercent plus la profession ou qui le font de façon très limitée.</p> <p>Il protège le public en fixant les conditions et les restrictions dont sont assortis les certificats d'inscription, à moins que la diététiste professionnelle ou le diététiste professionnel ait fait état d'activités lui permettant de maintenir sa compétence à exercer la profession de façon non limitée.</p>
<p>RESTRICTION DE LA PÉRIODE DE SUSPENSION</p> <p>Le règlement limite la durée de suspension possible d'un certificat en le révoquant automatiquement si la situation motivant la décision n'a pas été corrigée dans un échéancier précis.</p>	<p>Le certificat d'inscription suspendu d'un membre est automatiquement révoqué si la situation motivant la décision n'est pas corrigée, selon l'un des scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • après six mois lorsque la suspension a eu lieu pour non-paiement des cotisations (la plupart des membres qui ne paient pas les cotisations annuelles indiquent ainsi leur intention de démissionner); • après 12 mois si le membre ne souscrit pas une assurance-responsabilité ou ne fournit pas les renseignements exigés par l'Ordre. 	<p>Les suspensions étant une source d'ambiguïté, en limiter la durée sert l'intérêt public puisqu'on réduit ainsi la période durant laquelle une diététiste professionnelle ou un diététiste professionnel pourrait exercer la profession pendant sa suspension.</p>
<p>RÉINTÉGRATION</p> <p>Pendant une période limitée, la registratrice peut remettre en vigueur un certificat révoqué, même si l'ancien membre ne satisfait plus aux exigences en matière d'inscription, existant au moment de présenter la demande de réintégration.</p>	<p>La disposition réduit les obstacles pour reprendre l'exercice de la profession si un membre change d'avis après la révocation automatique de son certificat d'inscription. Le membre peut présenter une demande de remise en vigueur dans les deux ans au lieu d'avoir à présenter une nouvelle demande et d'être admis selon les critères en vigueur à ce moment-là (y compris une preuve de maintien de sa compétence).</p> <p>La disposition n'exempte pas un ancien membre d'avoir à passer la portion écrite de l'Examen d'admission à la profession de diététiste au Canada (l'Examen), au besoin, même si les normes de formation avant son entrée en exercice ont changé depuis qu'il a fait ses études et suivi sa formation.</p>	<p>Puisque la disposition réduit les obstacles à l'inscription, le public est bien servi étant donné qu'il pourrait ainsi avoir davantage accès aux services de diététistes professionnelles et de diététistes professionnels en Ontario.</p> <p>Le public est assuré de la compétence des diététistes puisque la période de remise en vigueur est limitée à deux ans, après quoi une nouvelle demande et une évaluation du maintien de la compétence sont nécessaires.</p>

EFFETS DES CHANGEMENTS SUR LES AUTEURS D'UNE DEMANDE

Changement apporté au règlement	Effets sur les auteurs d'une demande	Protection du public
<p>CERTIFICAT PROVISOIRE</p> <p>Le nouveau certificat d'inscription provisoire s'adresse aux auteurs d'une demande ayant démontré leur compétence dans tous les domaines, sauf un. Ils pourront ainsi œuvrer dans les domaines où ils ont démontré leur compétence, tout en suivant des cours complémentaires ou une formation pratique pour devenir compétents dans le domaine en question et ainsi devenir admissibles à l'obtention d'un certificat d'inscription.</p>	<p>L'auteur d'une demande peut se voir offrir un certificat d'inscription provisoire l'autorisant à exercer la diététique dans les domaines où il a démontré sa compétence, tout en suivant les cours ou la formation complémentaires nécessaires à l'inscription.</p> <p>Il faut terminer les cours ou la formation dans un délai de 18 mois, uniquement dans les domaines suivants de l'exercice de la diététique : les services alimentaires, la santé de la population et la promotion de la santé, et enfin, les soins nutritionnels.</p>	<p>La disposition élargit l'accès du public aux diététistes en permettant aux membres d'exercer dans les domaines où ils ont démontré leur compétence.</p> <p>La protection du public est assurée en limitant l'exercice de la profession aux domaines où le membre a démontré sa compétence (p. ex. il peut seulement pratiquer dans une clinique ou dans un milieu de santé publique pendant qu'il suit des cours ou une formation pratique dans le domaine des services alimentaires).</p>
<p>PERMETTRE LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS</p> <p>La démarche permet d'autres moyens d'évaluation des équivalences de l'auteur d'une demande en matière d'études, de formation et d'expérience.</p>	<p>Par l'entremise de mécanismes d'évaluation autres que la présentation d'attestations de formation, l'auteur d'une demande peut démontrer qu'il a acquis les compétences nécessaires à l'exercice de la profession (p. ex. les connaissances, l'habileté et le jugement).</p>	<p>La disposition élargit l'accès du public aux diététistes en réduisant les obstacles à l'inscription pour l'auteur d'une demande démontrant qu'il a la compétence pour exercer la diététique.</p>
<p>ÉVALUATIONS PAR UN TIERS</p> <p>Les nouvelles dispositions autorisent l'Ordre à faire appel à un tiers pour mener des évaluations de la formation scolaire et pratique, de même que relativement au volet <i>Reconnaissance des acquis</i>.</p>	<p>Il se peut qu'un tiers puisse fournir une évaluation plus spécialisée et davantage en temps opportun, réduisant ainsi le délai d'attente pour l'auteur de la demande et/ou améliorant l'objectivité des évaluations.</p>	<p>La protection du public est maintenue en énonçant clairement les qualifications et normes régies par l'Ordre.</p>
<p>MOBILITÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE</p> <p>Le Règlement contient des dispositions relatives à la façon dont l'Ordre évalue les demandes de personnes déjà inscrites et en mesure d'exercer la profession dans une autre province canadienne.</p> <p>Ces changements sont en vigueur depuis 2009 puisqu'ils sont exigés par la <i>Loi ontarienne sur la mobilité de la main-d'œuvre</i>.</p>	<p>Auparavant, l'Ordre procédait à l'évaluation des activités de maintien des compétences des auteurs d'une demande de certaines provinces où les exigences d'assurance de la qualité ne satisfaisaient pas aux normes nationales. En outre, les auteurs d'une demande du Québec devaient passer l'Examen.</p> <p>Selon les nouvelles dispositions sur la mobilité de la main-d'œuvre, l'auteur d'une demande inscrit afin d'exercer la diététique dans une autre province canadienne est automatiquement jugé admissible à l'obtention d'un certificat équivalent de l'Ordre (certificat d'inscription général, temporaire ou provisoire). Les auteurs d'une demande inscrits au Québec n'ont pas à passer l'Examen. Ceux des autres provinces ne peuvent faire évaluer leurs activités de maintien des compétences.</p>	<p>Les dispositions élargissent l'accès du public aux diététistes en réduisant la période nécessaire, pour ceux qui exercent la profession de façon sécuritaire dans une province, afin de déménager dans une autre et faire de même.</p> <p>La protection du public est assurée en permettant à l'Ordre d'imposer des conditions et restrictions au certificat d'inscription d'un membre, qui étaient déjà en vigueur dans une autre province.</p>